

Mémoire de géopolitique

Internet est-il un facteur géopolitique ?

" La terre est devenue un village global ". Cette affirmation n'est-elle que l'expression de fantasmes de spécialistes d'Internet ou au contraire l'affirmation d'une modification si ce n'est d'une mutation des rapports géopolitiques ?

Table des matières

1. De la mutation du monde ou le passage de la géopolitique à la géoéconomie.

2. De l'influence de l'Internet.

2.1 Internet et puissance économique.

2.1.1 Cyber-espace et Cyber-économie

2.1.2 : WELCOM : le réseau des maîtres du monde.

2.2 Internet et puissance technologique.

2.2.1 Le besoin de normalisation.

2.2.2 Les droits intellectuels.

2.2.3 Le traitement des transactions commerciales " en ligne " .

2.2.4 L'Europe hors-jeu.

2.3 Internet et puissance culturelle.

2.3.1 Fin du XXe siècle : la communication s'est installée comme paradigme majeur de la nouvelle société globale.

2.3.2 La " globalisation " est un fait. Mais elle constitue aussi une idéologie; elle est en train de se convertir en un " prêt-à-porter idéologique " .

2.3.3 Une arme à double tranchant.

3. Annexes

3.1 Historique de l'Internet.

3.2 Organisme mondiaux prépondérants

Introduction.

Internet ne fait pas parti des facteurs déterminants traditionnels de la puissance selon les principes de la géopolitique. Pourtant, des sommes gigantesques sont investies pour la maîtrise des technologies de l'information, que se soient par les états ou les acteurs privés. La compréhension de ce phénomène nécessite une analyse éclairée des dix dernières années. Le Monde récent a en effet subi une véritable mutation, il est entré dans l'ère de l'économie globale. Cette nouvelle donne modifie profondément la répartition des facteurs de puissance.

Or, on a , à juste titre, critiquer le caractère subjectif de la première géopolitique, leurs auteurs (Ratzel, Haushofer, Mac Kinder, Mahan) étant bien souvent " les conseillers des princes ", tout en dégagant des lois se voulant valables en tout lieu et en tout temps. La géopolitique moderne, pour garder sa pertinence doit donc évoluer.

Dans ce nouvel état, une géopolitique rénovée ou remplacée par la géoéconomie devient la grille d'analyse la plus pertinente pour la compréhension des enjeux de la puissance de cette fin de siècle.

Pour cette nouvelle méthode, l'Internet, et plus globalement le contrôle des technologies de l'information deviennent alors parmi les déterminants majeurs de la puissance.

1. De la mutation du monde ou le passage de la géopolitique à la géoéconomie.

Après l'avènement de l'ère industrielle, le monde est entré dans l'ère de l'information. Cette mutation résulte de la convergence de transformations majeures survenues dans trois domaines.

Dans le domaine technologique, l'informatisation de tous les secteurs d'activités ainsi que l'avènement du numérique (transformant le son, l'écrit et l'image en un code unique transmissible instantanément en tous lieux) ont transformé l'univers du travail, de l'éducation et même des loisirs.

Dans le domaine économique, grâce en particulier aux technologies de l'information, la mondialisation de la sphère financière et la libéralisation des marchés ont tissé des liens qui, désormais, rendent interdépendantes toutes les économies jadis nationales. Les fluctuations du cours du Dollar ou du Yen, ou une décision d'achat des fonds de pension américains influencent en effet l'ensemble des places boursières et donc les économies afférentes.

Dans le domaine sociologique, le concept d'Etat-Nation et le principe de souveraineté jadis pivot des relations internationales, sont battus en brèche par les deux bouleversements précités et de nouveaux concepts, dont le droit d'ingérence. De même, les notions traditionnelles de pouvoir et de représentation politique sont remises en cause par la montée en puissance d'organisations supranationales et mondiales.

Le pouvoir, qui appartient selon les époques à des sphères différentes, détenu longtemps par le clergé et la noblesse, puis au XVIII^{ème} siècle par les gouvernants des Etats-Nations, se partage désormais avec de nouveaux acteurs. Ceux-ci, les associations d'états, les entreprises de rang mondial, les grands médias, les holdings financiers et les organisations internationales sont devenus des acteurs incontournables et constituent des partenaires obligés des Etats-Nations dans l'exécution de leur prérogatives, y compris celles résultant de leur droit régalién.

Cette profonde transformation s'applique non seulement aux relations entre acteurs principaux de la scène internationale, mais aussi à la définition même de ses acteurs et donc à la notion de puissance. Elle impose désormais le contrôle de l'information et de la communication comme dimension nouvelle de la puissance. Les méthodes permettant son analyse doivent de même procéder à leur propre rénovation. C'est le cas de la géopolitique.

Avec les bouleversements de cette fin de siècle, la mise en phase de la méthode d'analyse que constitue la géopolitique possède deux écoles.

Pour certains, dont Joseph S. Nye ancien haut responsable au Pentagone, aujourd'hui doyen de la Kennedy School de l'université Harvard, seul le champ d'application de la géopolitique a changé. Il écrit en effet, dans un récent article de la revue *Foreign Affairs* que la géopolitique se définit de plus en plus comme le moyen de contrôler le " pouvoir immatériel " (soft power), c'est-à-dire les technologies de l'information dessinant les frontières du cyberspace. Une telle vision se fonde sur l'exemple de la guerre du Golfe, modèle embryonnaire de ce que la puissance cybernétique permettra de réaliser à l'avenir.

Pour d'autres, la géopolitique doit laisser la place à la géoéconomie. C'est la thèse défendue par Edward Luttwak à partir du constat suivant exprimé dans son ouvrage clé " *The Endangered American Dream* ". " Les menaces militaires et les alliances ont perdu leur importance avec la pacification des échanges internationaux, dès lors, les priorités économiques ne sont plus occultées et passent au premier plan. A l'avenir, c'est peut-être la crainte des conséquences économiques qui réglera les contentieux commerciaux, et sûrement plus les interventions politiques motivées par de puissantes raisons stratégiques. Et s'il faudra encore une menace extérieure pour assurer l'unité et la cohésion interne des nationaux et des pays, cette menace sera désormais économique ou, plus exactement, géoéconomique ".

Mais Luttwak restreint le champ d'application de sa méthode aux seuls Etats occidentaux. Plus récemment, ce champ a été étendu à tous les acteurs principaux et au monde entier par Pascal Lorot. Pour le directeur de " la revue française de géoéconomie ", " la géoéconomie est l'analyse des stratégies d'ordre économique, notamment commercial, décidées par les Etats dans le cadre de politiques visant à protéger leur économie nationale ou certains pans bien identifiés de celle-ci, à acquérir la maîtrise de technologies clés et/ou à conquérir certains segments du marché mondial relatifs à la production ou la commercialisation d'un produit ou d'une gamme de produits sensibles, en ce que leur possession ou leur contrôle confère à son détenteur, Etat ou entreprise " nationale ", un élément de puissance et de rayonnement international et concourt au renforcement de son potentiel économique et social. La géoéconomie s'interroge sur les relations entre puissance et espace, mais un espace " virtuel " ou fluidifié au sens où ses limites bougent sans cesse, c'est-à-dire donc un espace affranchi des frontières territoriales et physiques caractéristiques de la géopolitique.

La différence fondamentale entre les deux méthodes consiste donc dans leur but ultime : celui des politiques géoéconomiques n'est pas le contrôle de territoires, mais l'acquisition de la suprématie technologique et commerciale.

Au total, la géoéconomie est aujourd'hui un phénomène planétaire, représentant un nouvel espace de compétition entre nations marchandes développées. Elle apparaît également comme une méthode d'analyse de l'action internationale des principales puissances notamment occidentales. Dans un monde où les puissances se cherchent de nouveaux champs de manoeuvre, l'approche géoéconomique offre une grille de lecture insurpassable des relations internationales. "

2. De l'influence de l'Internet.

Selon Gérard Chaliand, les quatre dimensions de la puissance sont militaire, économique, technologique et culturelle. Or, cette définition classique, confrontée aux réalités de la fin du siècle, doit évoluer. Dans un article publié dans la revue " Défense ", François Fillon écrivait : " La France est en effet engagée dans une révolution à l'échelle mondiale, révolution de l'information et du numérique qui va non seulement bouleverser notre relation au travail, notre horizon culturel, tous les aspects de notre vie quotidienne, mais aussi nous obliger à repenser les critères de la puissance : cette dernière ne se mesurera plus uniquement à un potentiel militaire et économique; elle dépendra désormais de plus en plus de la capacité d'un pays à produire, diffuser et maîtriser de l'information. La guerre du Golfe en aura été une illustration ô combien convaincante. "

Ainsi, la maîtrise de l'information et de la communication est devenu la cinquième dimension de la puissance.

L'Internet est naturellement l'un des instruments privilégiés de cette nouvelle dimension (comme les forces armées le sont de la dimension militaire de la puissance). Mais, la particularité de l'Internet, la différence majeure avec les instruments traditionnels de la puissance, c'est sa transversalité. En effet l'Internet ne se cantonne pas à la sphère de l'information. L'Internet interfère directement avec les trois dernières des quatre dimensions de la puissance selon Chaliand et dans un proche avenir avec toutes.

Dans les domaines économiques, technologiques et culturelles, ayant l'Internet comme moyen, qui sont les acteurs et quelles sont leurs motivations ?

2.1 Internet et puissance économique.

2.1.1 Cyber-espace et Cyber-économie

Dans " Qui contrôlera la cyber-économie ? ", Philippe Quéau lance un cri d'alarme en direction des Etats. " Avec la prolifération des ordinateurs personnels et la multiplication des réseaux permettant leur interconnexion, un monde nouveau, électronique et virtuel, émerge peu à peu. C'est une sorte de non-Etat de non-droit. Il possède cependant son propre territoire : le cyber-espace ; ses voies de communications : les inforoutes ; ses divertissements : la cyber-culture ; et son propre marché : la cyber-économie. Le contrôle de celle-ci, en particulier, apparaît comme un enjeu majeur pour les sociétés de demain. Car le montant des échanges de données immatérielles — valeurs financières, boursières ou monétaires, mais aussi textes, documents, informations — d'un bout à l'autre de la planète, en temps réel et en permanence, dépasse déjà, et de loin, celui des transactions commerciales de l'économie réelle.

L'économie virtuelle est en marche, porteuse d'une logique de l'abondance, de la déterritorialisation et de la fin des intermédiaires. Le temps " réel " devient un facteur prépondérant et l'espace s'efface. Les entreprises se font virtuelles, elles se transforment en " quasi-firmes ". La " cyber-économie " se caractérise par une globalisation et une intégration mondiale, par une poussée des techniques de l'information, par une déréglementation accrue. Le marché devient un forum planétaire informationnel où s'effectuent en permanence des échanges de données et des arbitrages financiers, lesquels prennent d'ailleurs largement le pas sur l'économie réelle. On estime que les mouvements spéculatifs de capitaux sont quotidiennement de soixante à cent fois plus importants que les mouvements de capitaux correspondant à des transactions économiques réelles.

Les exemples de Swissair faisant télétraiter son système de réservation et sa comptabilité en Inde, de Siemens faisant faire de la télémaintenance informatique aux Philippines ou du Conseil supérieur du notariat français faisant saisir des textes juridiques en Côte-d'Ivoire montrent bien que la brèche est largement ouverte, et que ce sont les concepts mêmes de " frontières nationales " ou de " territoires géographiques " qui pourraient être revus. Il faudrait peut-être commencer à examiner l'hypothèse que l'Etat, qui exerçait jusqu'alors sa légitimité dans un territoire délimité par des frontières réelles, devrait se préparer à une conception plus large de son domaine de responsabilité et de son " territoire " de compétence. Par exemple en s'ouvrant toujours plus et de plus en plus rapidement à une coopération et une intégration internationale, mais aussi en se " déterritorialisant " et en se projetant dans les contrées virtuelles du cyberspace. Faute de quoi, ce même cyberspace risque de devenir un no man's land livré de fait aux groupes mafieux, un lieu de non-droit et de non-Etat. "

L'Internet est donc l'instrument privilégié des champions de l'ultra-libéralisme et de ceux qui font de la liberté du commerce le fondement même des rapports sociaux. Il est ainsi logique que les Etats-Unis, dont la synergie entre politique étrangère et économie est une des bases les plus anciennes de leur vision du monde voient dans l'Internet un vecteur privilégié de leur

domination économique mondiale. Le nouveau secrétaire d'état, Mme Madeleine Albright, ne vient-elle pas récemment d'affirmer : " L'un des objectifs majeurs de notre gouvernement est de s'assurer que les intérêts économiques des Etats-Unis pourront être étendus à l'échelle planétaire ". Zbigniew Brzezinski, qui fut conseiller en matière de sécurité nationale du président James Carter, écrit d'ailleurs son dernier ouvrage : " Ces efforts (pour maintenir la position dominante de l'Amérique pendant au moins une génération encore et créer une structure géopolitique susceptible d'amortir les chocs inévitables et les tensions engendrées par les changements politiques et sociaux) auront en outre l'avantage de profiter du nouveau réseau de communications mondiales qui grandit de manière exponentielle en dehors du cadre plus traditionnel de l'Etat-nation. Secondé par Internet, ce réseau - tissé par les entreprises multinationales, les organisations non gouvernementales, nombreuses à posséder un caractère transnational, les communautés scientifiques - crée déjà un système global qui penche naturellement en faveur d'une concertation plus institutionnalisée et plus resserrée ".

2.1.2 : WELCOM : le réseau des maîtres du monde.

Un réseau, le plus exclusif "intranet " du monde: WELCOM, baptisé le réseau des maîtres du monde existe aussi. L'acronyme signifie "World Electronic Community". Il a été créé en février 1997 par et pour les membres très éminents du World Economic Forum (WEF) qui se réunissent chaque année en février à Davos. Ces membres sont recrutés parmi les 1000 plus grandes entreprises du monde auxquels il faut ajouter un nombre presque égal de savants, politiciens et leaders d'opinion.

Dans les intentions, il s'agit d'un "réseau de communication électronique privé et sécurisé réservé aux décideurs globaux", qui devrait contribuer "de façon décisive à une meilleure coopération entre monde politique et business et à la gestion des crises internationales, a déclaré Hans-Jörg Schwab, organisateur du forum. Imaginez qu'un changement de majorité se produise soudainement en Turquie. Nous pourrions réagir en temps réel en organisant via WELCOM une réunion virtuelle entre le premier ministre, son nouveau cabinet et les principaux investisseurs étrangers." Beaucoup d'entre eux figurent d'ailleurs probablement dans la liste des membres du WEF. Dans les faits ce système, mi-Internet mi-visiophone mais autrement plus sophistiqué, pourrait devenir l'infrastructure du gouvernement du monde.

Le thème principal de la réunion de Davos, en février 1997, était : "Building the network society", "La construction de la société en réseau". Klaus Schwab le fondateur et président du World Economic Forum (WEF).l'avait choisi parce que "on ne répétera jamais assez que la révolution digitale en cours aura des effets sur la société du siècle prochain comparables à ceux de la révolution industrielle à la fin du XIXe, avait-il dit dans une interview. Au cours des mois à venir, les entreprises et les gouvernements qui n'auront pas su intégrer cette mutation technologique fondamentale dans leur stratégie, leurs produits, leurs services, leurs systèmes de distribution, compteront certainement parmi les perdants de cette société en train d'émerger."

Pourtant le forum de Davos a aussi ses détracteurs. Pour ceux-ci, le World Economic Forum est le temple du mercantilisme cynique. En juin 1996, lors de la cérémonie de clôture du G7 à Lyon, Jacques Chirac a désigné le forum comme le haut lieu "d'une sorte de pensée unique à la gloire de la flexibilité et de la mondialisation". La formule faisait alors écho à un livre de Jean-François Kahn paru au même moment ("La pensée unique", Fayard, 1996). Selon son auteur, lui-même pourfendeur du forum de Davos, la "pensée unique" serait une logomachine terroriste propre à "renvoyer aux décombres archéo-conservateurs tout ce qui, à l'est de l'Oder, refusait de se laisser enfermer dans le carcan d'une problématique ultra-libérale ou néo-capitaliste".

2.2 Internet et puissance technologique.

Philippe Quéau, déjà cité détermine quelques éléments clés de la puissance technologique dans le cyber-espace.

" Il y a, dans la civilisation du virtuel, quelques points de passage obligé qui donnent à ceux qui les contrôlent un avantage exorbitant.

2.2.1 Le besoin de normalisation.

On peut évoquer le succès de M. Bill Gates, président de Microsoft, qui tient pour une part aux qualités intrinsèques de ses logiciels, mais aussi et surtout au besoin inhérent des utilisateurs de l'informatique de partager des normes et des standards. Ce besoin de normalisation donne à ceux grâce à qui il se cristallise une prime disproportionnée par rapport aux investissements consentis.

2.2.2 Les droits intellectuels.

Les enjeux sont tellement énormes qu'on prend argument du moindre prétexte pour tenter d'occuper le terrain virtuel de droits intellectuels comptant sur la possible incompétence des tribunaux pour toucher une part du pactole. Un certain M. Gilbert Hyatt vient de remporter une longue bataille juridique en faisant reconnaître par les tribunaux américains l'antériorité de son brevet du microprocesseur, déposé il y a plus de vingt ans. Il devrait en conséquence recevoir dans les prochaines années plus de 100 millions de dollars en droits de propriété intellectuelle, payés en définitive par la communauté mondiale, alors qu'on pourrait parfaitement estimer que le microprocesseur est du domaine public.

2.2.3 Le traitement des transactions commerciales " en ligne ".

Le lancement du système d'exploitation Windows 95 a été l'occasion de grandes manoeuvres par la firme de M. Bill Gates. Microsoft a acquis Intuit, la compagnie commercialisant Quicken, un logiciel de gestion de finances personnelles, et, de plus, vient de passer un accord avec Visa International. Le nouveau service d'information " en ligne " de Microsoft, baptisé Microsoft Network, pourrait bien devenir un leader mondial de ce secteur représentant plus de

13 milliards de dollars de chiffre d'affaires. Ce service vise ni plus ni moins à occuper un terrain délaissé par les banques, mais qui pourrait se révéler pour Microsoft une étape fondamentale de son expansion future. Il s'agit tout simplement de venir s'installer dans la chaîne de traitement des transactions commerciales " en ligne " à son point le plus sensible : le contrôle des autorisations de paiement et le paiement électronique. C'est le moyen idéal de toucher des royalties sur les milliards de dollars qui constituent déjà ce marché de la transaction " en ligne ". Les étapes suivantes sont aisées à prévoir. On pourra toujours ajouter une icône sur les écrans de Quicken pour ouvrir un compte bancaire virtuel, passer des ordres de bourse ou demander un prêt. Et M. Bill Gates disposera alors du contrôle vital sur les informations les plus variées concernant toutes les transactions financières et commerciales.

2.2.4 L'Europe hors-jeu.

Ce qui est certain, c'est que ces grandes manoeuvres modèlent le visage de notre société de demain, et passent complètement inaperçues dans notre vieille Europe. Le rapport de M. Martin Bangemann, vice-président de la Commission européenne, comme le rapport de M. Gérard Théry remis au gouvernement français restent muets sur la question de l' " argent électronique ". Les progrès réalisés dans ce domaine outre-Atlantique risquent d'aboutir à des standards de facto (que ce soit celui de Microsoft, ou celui de Netscape...) qui s'imposeront à tous, notamment aux Européens. Le seul problème, c'est que l'enjeu est incomparablement supérieur à celui que pouvait déjà présenter la mainmise par Microsoft sur le secteur du logiciel. Il s'agit en effet du contrôle de la veine jugulaire de l'économie du futur. L'argent virtuel sera-t-il la monnaie royale du cyberspace ? Il reste à savoir qui battra cette monnaie, et sous le contrôle effectif de qui. "

2.3 Internet et puissance culturelle.

Un article particulièrement pertinent d'Armand Mattelart met en exergue la puissance de l'Internet comme instrument de propagation d'une culture " mondiale ", Internet se dévoilant ainsi comme le digne et performant successeur du cinéma américain.

" Grâce aux autoroutes de l'information, ces modernes réseaux qui vont transformer la planète, tous les hommes deviennent frères. Telle est la nouvelle utopie — la nouvelle idéologie — qui se répand en cette fin de siècle, et que diffusent les défenseurs du marché global et les partisans du libre flux des données immatérielles.

2.3.1 Fin du XXe siècle : la communication s'est installée comme paradigme majeur de la nouvelle société globale.

Une économie de flux immatériels ne cesse de se développer. Et l'espace de la production et de la commercialisation recouvre l'espace d'un marché mondialisé. Sur une planète acculée à reconnaître les dégâts de l'idéologie du progrès, les utopies ne sont plus au rendez-vous. Un prêt-à-porter idéologique pour caractériser la phase actuelle de l'internationalisation des réseaux et des systèmes, une notion a émergé dans les années 80 : globalisation. Un terme directement emprunté à la langue anglaise. Qui nierait que nos sociétés sont de plus en plus connectés avec des produits et des réseaux dont la logique est de fonctionner à l'universel ?

2.3.2 La " globalisation " est un fait. Mais elle constitue aussi une idéologie; elle est en train de se convertir en un " prêt-à-porter idéologique ".

2.3.2.1 Origine du terme " globalisation " .

Le terme dissimule la complexité du nouvel ordre mondial, plutôt qu'il ne la révèle. Là aussi, il n'est pas inutile de se demander d'où vient ce mot " global "? L'entrée de ce terme dans la représentation du monde date de la fin des années 60. Deux ouvrages l'intronisent : *War ad Peace in the Global Village*, de Marshall McLuhan (en collaboration avec Quentin Fiore), publié en 1969 ; et *Between Two Ages. America's Role in the Technotronic Era*, de Zbigniew Brzezinski, publié également en 1969 . Le premier ouvrage extrapole l'effet télévision-guerre du Vietnam ; avec ce conflit " en direct ", auquel pouvait assister tout foyer américain, les téléspectateurs, prétendait l'auteur, auraient cessé d'être passifs pour se convertir en " participants ". Parallèlement, apparaît dans le grand public américain le slogan de la " révolution des communications " : c'est elle, clame-t-on, qui " développe le désir de consommation, la responsabilité sociale collective, la révolte des jeunes, la révolte féminine, la révolte de la mode, l'ère du jugement individuel, bref une nouvelle société ". Cette révolution, s'empresse-t-on d'ajouter, scelle le sort des dernières utopies de la révolution politique : elle signifie la " fin des idéologies ". Le " village global " commence alors sa carrière sur le marché du prêt-à-penser du " tout planétaire ".

Pour M. Brzezinski, qui deviendra peu après conseiller en matière de sécurité nationale du président James Carter et un des fondateurs de la fameuse Commission trilatérale, la première " société globale " de l'histoire, ce sont les Etats-Unis. Propagatrice principale de cette " révolution technétronique ", cette société " communique " plus que toute autre puisque, affirme-t-il, 65% de l'ensemble des communications mondiales ont leur point de départ aux Etats-Unis. L'Amérique serait la seule à proposer un " modèle global de modernité ", des schémas de comportements et de valeurs universels, à travers les produits de ses industries culturelles, mais aussi à travers ses " techniques, ses méthodes et ses pratiques d'organisation nouvelles ".

En face, dans le bloc dominé alors par l'Union soviétique, on ne trouve que des sociétés de pénurie qui " secrètent l'ennui ". Cette notion de ville et de société globale rend, selon Brzezinski, définitivement caduque la vieille notion d'" impérialisme " pour désigner les rapports des Etats-Unis avec le reste du monde. La " diplomatie de la canonnière " appartient au passé ; l'avenir, selon lui, est à la " diplomatie des réseaux ".

2.3.2.2 La pensée unique.

La chute du mur de Berlin, en 1989, et l'avortement de l'universalisme communiste consacreront cette globalité comme la seule possible. Dans le monde unipolaire, la " fin des idéologies " se muera en " fin de l'histoire " sous la baguette magique d'un conseiller du département d'Etat américain, Francis Fukuyama. Vingt ans après la sortie de son ouvrage sur la révolution technétronique, Zbigniew Brzezinski persistait : " La base de la puissance américaine est, pour une très grande part, sa domination du marché mondial des communications.... Ceci crée une culture de masse qui a une force d'imitation politique.

2.3.2.3 Redéfinition de la " liberté d'expression "

La liberté d'expression des citoyens est directement mise en concurrence avec la " liberté d'expression commerciale ", présentée comme un nouveau " droit de l'homme ". On assiste à une tension constante entre la " souveraineté absolue du consommateur " et la volonté des citoyens garantie par les instances démocratiques. C'est autour de cette revendication de la liberté d'expression commerciale que se sont structurées, entre autres, les actions de lobbying des organisations interprofessionnelles (annonceurs, agences publicitaires et médias) lors des débats amorcés, dans la seconde moitié des années 80, sur les nouvelles règles de la télévision sans frontières, tant au Conseil de l'Europe qu'auprès de l'Union européenne.

Pour rappeler la teneur et le ton de ces débats et mettre en relief ces deux conceptions antagonistes de la culture et de son rôle géopolitique, on pourrait mettre en parallèle deux déclarations. Celle de l'ancien président français François Mitterrand : " Il serait désastreux d'aider à la généralisation d'un modèle culturel unique. Ce que les régimes totalitaires, finalement, n'ont pas réussi à faire, les lois de l'argent alliées aux forces des techniques vont-elles y parvenir ? . " Et celle de M. Jack Valenti, responsable de la MPAA (Motion Picture Association of America), qui incarne la défense des intérêts de Hollywood : " L'ultime offre de Bruxelles est, en fait, lamentable, insultante, farcie de mots qui ne veulent rien dire... Cette négociation n'avait rien à voir avec la culture... La triste vérité est que l'Europe tourne le dos à l'avenir. "

2.3.3 Une arme à double tranchant.

Cette analyse, qui met en exergue la synergie entre les intérêts marchands et culturels d'une part, les instruments de communication d'autre part, démontre que l'Internet est bien un instrument de propagation d'une " culture mondiale ". Sur ce réseau mondial, la forme mais aussi le fond des informations y transitant sont matières à menace culturelle. Pour la forme, l'anglais sert de facto de " lingua franca ", mais ceci est déjà vrai dans tous les secteurs d'activités de l'élite mondiale qui s'exprime dans cette langue. Pour le fond, le contenu

même des informations provient des sources disponibles. Or, ces sources proviennent en écrasante majorité des bases de données des grands organismes américains, notamment les universités et les institutions gouvernementales. De plus, " les moteurs de recherches ", ces programmes qui aident à trouver des informations sur l'Internet sont aussi majoritairement américains et sondent en priorités leurs archives américaines. La source d'informations de l'Internet théoriquement mondiale se retrouve donc le plus souvent seulement américaine. L'Internet est donc bien un rouleau compresseur pour toutes les cultures nationales.

Pour autant, une fois dépassée l'aversion naturelle pour l'anglais comme langue universelle des échanges, l'Internet peut se révéler un outil performant d'attraction vers les cultures nationales. La France est le premier pays du Monde en matière de destination touristique. Or, sur l'Internet fleurissent de nombreuses pages d'accueils " touristiques et culturelles ".françaises. Celles ci proposent des visites " virtuelles " de nos grands musées ou d'oeuvres d'artistes de culture française, des présentations de nos régions et de la vie artistique et culturelle française. Ces pages sont toutes bilingues, et de fait, elles sont majoritairement parcourues dans la langue de Shakespeare. Pourtant , elles mettent en lumière la culture française. Cela est devenu inévitable : choisir de ne publier qu'en français, c'est être sûr de ne plus être lu par le plus grand nombre. Il est désormais vital de maîtriser l'Internet pour ne pas seulement le subir mais être aussi en mesure de créer grâce à cet instrument un espace francophone à défaut d'être français. Les points d'ancrages de ce nouvel espace seront les bases de données françaises, créées en numérisant les fonds de nos bibliothèques, en favorisant l'ouverture pour tout nos centres de recherches, toutes nos écoles et universités de pages d'accueil. A cet égard, l'exemple nous vient d'outre-Atlantique, et plus précisément du Canada où l'espace francophone est particulièrement florissant.

Conclusion.

Cette étude a tenté de démontrer que l'Internet est devenu un facteur déterminant transverse de la puissance des acteurs principaux, pleinement pris en compte dans une géopolitique renouvelée. Celle-ci intègre désormais la notion d'économie monde et notamment

la déterritorialisation dans un monde où aux facteurs traditionnels de la puissance est venue s'ajouter la maîtrise de l'information et de la communication.

Né aux États-Unis en 1957, c'est pourtant grâce aux chercheurs du CERN en Suisse (création du World Wide Web) que l'Internet a explosé en 1992. Les projections actuelles font état de 100 millions d'ordinateurs connectés en 2001. Il n'est donc plus l'heure de disserter sur le bien fondé de l'Internet mais bien au contraire urgent de décortiquer en profondeur cet extraordinaire instrument de puissance du siècle qui s'ouvre afin d'en maîtriser les rouages intimes qui nous permettront de continuer à " exister " dans les domaines économique , technologique et culturel si ce n'est militaire et peut-être même à devenir selon l'expression de François Fillon " une grande puissance de l'information " .

3. Annexes

3.1 Historique de l'Internet.

Source : RISC (Réseau interordinateurs scientifique québécois), 1996.

Le 4 octobre 1957, l'URSS lance Spoutnik, le premier satellite artificiel de l'histoire de l'humanité. En réaction au développement technologique russe, le DoD (Department of Defense) américain crée le projet ARPA (Advanced Research Project Agency), dont l'une des missions consiste à explorer les technologies d'interconnexion d'ordinateurs par réseaux, afin de doter la Défense américaine de l'outil de communication le plus performant et le plus fiable au monde.

ARPA sollicite la collaboration d'une équipe de chercheurs de l'UCLA (University of California Los Angeles) et finance leurs travaux. Ces chercheurs proposent de mettre sur pied un centre d'essai et de développement de protocoles de communication, et de relier des ordinateurs en réseaux afin de communiquer et d'échanger des informations. Vinton Cerf et Leonard Kleinrock sont deux des spécialistes qui ont participé à cette expérience. Les premières notes de recherche en communication par réseaux datent de 1962. Le réseau sera baptisé ARPANET.

Le 1er septembre 1969, un ordinateur IMP (Interface Message Processor) de l'UCLA est relié au réseau ARPANET. Plusieurs considèrent que cet événement est à l'origine de l'Internet. La même année, 4 centres de recherche universitaires, également financés par ARPA, se joignent au réseau ARPANET. En 1971, il y en aura 23.

C'est en 1972 que le protocole d'envoi et de réception de courrier électronique par réseau est expérimenté avec succès aux États-Unis.

La même année, à l'International Conference on Computer Communications, deux chercheurs de l'UCLA confrontés au scepticisme des décideurs installent, pour consultation publique, un ordinateur relié au réseau ARPANET. Leur initiative a un succès immédiat et provoque l'enthousiasme de plusieurs chercheurs américains et internationaux qui décident de fonder un groupe de travail sur les réseaux : l'INWG (International Network Working Group).

En 1973, une première connexion internationale au réseau ARPANET est établie par deux collèges militaires : l'University College of London (Angleterre) et le Royal Radar Establishment (Norvège).

En 1974, les premiers éléments d'un protocole de transfert sont élaborés. On parle de TCP/IP : TCP pour Transmission Control Protocol et IP pour Internet Protocol.

En 1975, le projet ARPA, qui est à l'origine donc du réseau ARPANET, change de tuteur. Il sera désormais sous la responsabilité de la DARPA (Defense Advanced Research Project Agency). Les tests effectués et leurs applications militaires potentielles en font un projet dont l'évolution mérite une attention toute particulière.

En 1976-1977, la transmission d'information par courrier électronique est étendue internationalement et réunit 100 chercheurs de plusieurs pays.

C'est à la même période que les premiers essais de transmission de la voix, en utilisant le protocole TCP/IP, sont faits entre les États-Unis et la Grande-Bretagne. On procède à la transmission de la voix à partir d'une unité mobile de l'armée équipée d'ordinateurs et d'un lien au réseau ARPANET. Le réseau ARPANET assure la liaison internationale à SATNET (Atlantic Packet Satellite Network), et SATNET transmet par l'intermédiaire d'un satellite à l'University College of London. La réponse revient en empruntant le même chemin, University College of London à SATNET, SATNET au réseau ARPANET, réseau ARPANET à l'unité mobile.

En 1979, un test de transmission de groupes de nouvelles (News) est réussi entre deux universités américaines de Caroline du Nord, DUKE et UNC.

En 1979 toujours a lieu la première rencontre entre l'University of Wisconsin, DARPA et NSF (National Science Foundation) dans le but de créer conjointement un département des sciences informatiques et de recherche en réseaux.

En 1980, DARPA décide d'implanter le protocole de transfert TCP/IP sur son réseau d'ordinateurs.

En 1981, NSF octroie des fonds au CSNET (Computer Science Network) pour mettre sur pied une nouvelle infrastructure de réseau afin d'en permettre l'accès à plus grande échelle à la communauté universitaire et à celle de la recherche. En effet, le réseau ARPANET était limitatif, car seuls les organismes qui avaient un contrat avec DARPA y avaient accès.

En 1984, le réseau ARPANET est scindé en deux parties : MILNET (Military Net) dédié à la transmission de données militaires et ARPANET qui devient un réseau de recherche civile.

En 1985, NSF se dote de sa propre infrastructure de réseaux TCP/IP, le réseau se nommera NSFNET. En 1986, après cinq années de gestation, NSFNET met en place sa première architecture de réseau national d'interconnexion ou épine dorsale (backbone), offrant ainsi un partage de ressources entre les super-ordinateurs des universités de Princeton, Pittsburgh, UCSD, UIUC et Cornell. Des liens téléphoniques à grande vitesse de 56Kbps sont utilisés. De son action et de celle des réseaux régionaux naîtra l'Internet.

En 1987, la gestion de l'infrastructure du réseau de NSFNET est confiée à Merit Network qui collabore avec IBM et MCI. De ce partenariat résultera, en 1990, une association sans but lucratif du nom de Advanced Networking Services dont la fonction est de s'occuper de la gestion de l'épine dorsale (backbone) de NSFNET.

En 1989, trois premiers réseaux provinciaux canadiens sont connectés à NSFNET: ONET (Ontario Network) par le biais de Cornell, RISQ (Réseau interordinateurs scientifique québécois) par l'intermédiaire de Princeton et BCNET (British Columbia Network) par l'intermédiaire de l'University of Washington.

L'explosion de connexions dans les universités ne cessera de prendre de l'ampleur. Le Danemark, la France, l'Islande, la Norvège et la Suède se raccordent à NSFNET : 60 000 ordinateurs sont ainsi interconnectés. C'est en 1989 que les premiers échanges commerciaux par courrier électronique ont lieu.

En 1990, le Département de la Défense américaine dissout le réseau ARPANET.

En 1990, le réseau CA net est formé de 10 entités provinciales façonnant l'épine dorsale du réseau canadien avec connexion directe à NSFNET. Le soutien régional est fourni par différents consortiums de réseaux, comme le RISQ au Québec, alors que le soutien local est fourni par l'entremise de chacune des institutions de recherche et d'enseignement.

C'est en 1991 que le CIX (Commercial Internet Exchange), formé de CERFnet (General Atomics), PSIInet (Performance Systems International Inc) et AfterNet (UUNET Technologies Inc.) initie les premiers échanges commerciaux à la suite de l'abolition par NSFNET des restrictions limitant l'usage du réseau aux organismes non-commerciaux.

En 1992, le CERN (Centre européen de recherche nucléaire en Suisse) lance le WWW (World Wide Web), un système hypermédia de consultation de documents. Auparavant, ces derniers n'étaient disponibles qu'en format texte.

En 1992, un million d'ordinateurs sont reliés à l'Internet.

En 1993, NSF propose une transformation de l'architecture de réseau et fixe 1995 comme échéance pour privatiser les fonctions de l'épine dorsale (backbone) au profit des fournisseurs de services privés. NSF désire se consacrer exclusivement à la recherche et crée INTERNIC (Internet Network Information Center), qui veillera à l'attribution des noms de domaines non militaires aux États-Unis et offrira des services spécifiques de l'Internet, tels des répertoires et des banques de données et des services d'enregistrement et d'information.

En 1995, NSFNET a accompli sa mission de décentralisation et de privatisation du réseau. Le trafic du réseau est désormais administré par l'interconnexion des fournisseurs d'accès.

En juillet 1995, on estimait entre 6 et 7 millions le nombre d'ordinateurs sur le réseau Internet. Des prévisions optimistes donnent le chiffre de 100 millions d'ordinateurs en l'an 2001.

3.2 Organisme mondiaux prépondérants

Source : RISC (Réseau interordinateurs scientifique québécois), 1996.

Comment une infrastructure telle que l'Internet, qui relie près d'une centaine de milliers de réseaux répartis dans plus de 100 pays, a-t-elle pu résister à une croissance si rapide et à un déploiement planétaire ? Quelles sont les organisations qui encadrent son évolution ?

ISOC (Internet Society)

Organisme sans but lucratif, l'ISOC est créée en 1992 par différents intervenants associés au développement de l'Internet. Organisme non gouvernemental et de stature internationale, l'ISOC se consacre à la coordination de l'Internet et aux technologies et applications d'interconnexions de réseaux qui y sont associées.

L'ISOC veille à conserver le caractère éducationnel de l'Internet, ainsi qu'à préserver sa vocation spécifique de forum d'échanges d'idées et de discussions. ISOC se préoccupe également de l'aspect sécuritaire des réseaux et organise plusieurs événements annuels, tels des conférences et ateliers. Des organismes comme IETF, IAB et IESG sont sous l'autorité de l'ISOC.

IETF (Internet Engineering Task Force)

D'un point de vue technique, l'architecture de l'Internet est basée sur un ensemble de normes qui ont été développées par l'IETF. L'IETF regroupe des scientifiques et des experts de la communauté internationale qui oeuvrent dans le domaine des réseaux et qui sont sensibles à l'évolution de l'architecture de l'Internet. L'IETF est basée sur le travail d'individus et non d'organisations.

Les travaux de développement de l'IETF suivent une procédure de répartition bien particulière. Des groupes de travail sont organisés par sujets, à l'intérieur de larges thématiques, telles que la gestion de réseau, le routage, la sécurité etc. Chaque thématique est sous la responsabilité d'un directeur. Tous les directeurs de thématique ainsi que le président de l'IETF forment l'ESG (Internet Engineering Steering Group).

IAB (Internet Architecture Board)

La mise en oeuvre du processus d'adoption des normes de l'Internet est sous la responsabilité de l'IESG et sous la supervision de l'IAB. L'IAB constitue le conseil consultatif technique de l'ISOC, qui est responsable des différents aspects de l'architecture globale de l'Internet. L'IAB a également le mandat de décideur dans le cas d'éventuelles disputes touchant les processus de normes. De plus, l'IAB gère les relations avec les autres instances de normalisation. Tout réseau connecté à Internet doit respecter les normes de l'IAB.

W3 Consortium

Ces dernières années, l'esprit d'initiative qui prévaut au sein de l'Internet a donné naissance à une nouvelle application qui a conquis le monde, le World Wide Web (WWW). Un consortium industriel, le W3 Consortium, a été créé afin d'assurer le développement et l'encadrement des modèles d'évolution de la norme WWW, afin qu'une norme internationale soit respectée par tous. Ce consortium repose sur les efforts conjoints du MIT (Massachusetts Institute of Technology) aux États-Unis, du CERN (Centre européen de recherche nucléaire) en Suisse et de l'INRIA (Institut national de recherche en informatique et en automatique) en France.

EFF (Electronic Frontier Foundation)

La EFF est un organisme qui analyse les effets et les changements sociaux qui découlent de l'utilisation des ordinateurs et des réseaux. Les différents aspects légaux de l'Internet tels, les droits d'auteur, la démocratisation de l'accès aux réseaux, sont étudiés par la EFF. L'organisme encourage les gouvernements à légiférer en matière de communication par ordinateur.